

l'encontre de l'autonomie et de l'indépendance de la magistrature que d'indiquer dans une publication ministérielle le sens qu'il convient d'attribuer à certaines dispositions un peu obscures et d'indiquer discrètement « l'esprit » de la loi.

Malgré l'intérêt de la doctrine et de la législation, le spécialiste se passionnera avant tout pour « la jurisprudence » et « le monde judiciaire ». On aurait tort notamment de négliger cette dernière partie qui ne se borne pas à énumérer tristement les magistrats décédés et gravement les membres de la Chancellerie et des ordres d'avocats. On y trouve aussi la répartition des magistrats dans chaque tribunal, un état des services de chaque magistrat algérien, un état comparatif des statistiques concernant l'activité des tribunaux d'instance et de grande instance ainsi que des cours d'appel, mine de renseignements aussi précieux pour le juriste que pour le sociologue. Quant à la « jurisprudence », elle constitue une des réussites de l'annuaire, mais de celles qui laissent insatisfait : près de deux cents pages de décisions (et qui n'émanent pas seulement de la Cour Suprême et des tribunaux de la capitale mais aussi de toutes les instances du pays ainsi que des cadis) assorties d'un index à vrai dire assez sommaire. Très peu de notes malheureusement (signées en général de Maître LAINE) et succinctes, et pas de classification matérielle. De plus, il apparaît fâcheux de ne pas avoir tenté de remonter aux décisions rendues avant 1965 : l'annuaire, devrait en effet, dans toute la mesure du possible, publier systématiquement toutes les décisions rendues en Algérie, ou du moins l'intégralité des arrêts de la Cour Suprême et une substantielle sélection des autres décisions. C'est à ce prix seulement que la partie jurisprudence présentera un intérêt scientifique réel.

Ces minces réserves tomberont vite, nous l'espérons, quand paraîtra le prochain volume de l'annuaire. L'annuaire 1965 est en tous cas déjà riche de promesses que chacun a hâte de voir bientôt tenues.

Jean LECA.

HISTOIRE GENERALE DU MAGHREB - MAROC - ALGERIE TUNISIE

des origines à nos jours par Marcel PEYROUTON, ambassadeur de France

Editions Albin Michel. Paris 1966. Préface de Jérôme Carcopino. 285 pages

Dès l'avant-propos du livre, le lecteur est prévenu : « *Des savants éminents ont consacré leur vie à l'étude du Maghreb. Ils en ont épuisé la substance historique. Après eux, il faut se borner à retracer une évolution sans mystère. Toutefois il reste à leurs successeurs la faculté d'interprétation...* » Marcel Peyrouton s'emploie alors à résumer les « *travaux de Stéphane Gsell, Jérôme Carcopino... Charles Diel, William Marçais, E.F. Gautier, etc...* » Plus exactement, des origines jusqu'en 1830 d'abord (soit les deux premières parties du livre en 130 pages !), les chapitres sont essentiellement une compilation, tristement sélective,

de *l'Histoire de l'Afrique du Nord* de Ch. A. Julien (citée quelquefois), coupée de développements hors-sujet sur Carthage et les guerres puniques, Rome, Byzance, Mahomet et le développement de l'Islam au Proche Orient etc... Après 1830, le récit semble suivre Augustin Bernard (qui ne reçoit pas de coup de chapeau, pourquoi ?), corrigé par Roger Le Tourneau ; il est vrai qu'ici l'« *interprétation* » personnelle de l'auteur joue avec plus de force pour célébrer la colonisation, dénigrer les mouvements nationaux et plus encore oublier ce qui est gênant.

Cette histoire, qui se prétend histoire du Maghreb, ignore, d'abord le plus souvent les populations maghrébines : Carthage, Rome, Byzance s'étendent ; la civilisation arabe « *moins originale qu'empruntée* » ne touche guère les royaumes berbères ; la période turque est expédiée en 8 pages (ces siècles sont de plus en plus obscurs !). enfin sur les deux tiers du livre, la France règne. C'est un retour à la version coloniale simpliste qui veut que le Maghreb n'ait pas d'histoire.

Plus exactement, les habitants du Maghreb n'interviennent dans cette suite d'événements dynastiques et dans ces vains efforts de l'auteur pour fixer la psychologie des grands hommes à la manière des historiens de l'antiquité latine et de Jérôme Carcopino, qu'à deux titres : comme représentants de deux races distinctes et antagonistes : les Berbères puis les Arabes (ce qui s'écrit, singulier révélateur, le Berbère et l'Arabe), et ensuite, épisodiquement, comme « *agitateurs* », « *meneurs* », perturbateurs du bel ordre romain, byzantin, de celui timidement reconnu aux royaumes berbères, en attendant de troubler la « *paix* » française.

Voici quelques échantillons de cette histoire au jugement faussé qui se complait dans une opposition artificieuse et politique entre Orient et Occident et glisse facilement au racisme : « *Le berbère appartient à la race blanche, celle ayant fait souche dans l'Europe méridionale, l'homo Alpinus ; l'Arabe est un sémite* » (p. 17 « *l'arabe* » est-il blanc ?). Les peuples « *orientaux* » de l'Empire Byzantin sont présentés sous Justinien comme des « *peuples hétérogènes et amollis, voués par nature à la controverse dans un dédain métaphysique de l'action* » (p. 44), mais heureusement depuis Rome, le destin du Maghreb était fixé « *être la citadelle de l'Occident* » (p. 38). La Maghreb devint musulman, « *sous le vernis de conversions le plus souvent intéressées, elles dispensaient de l'impôt, les éternels conflits de race réappa-raissaient* » (p. 92). Quand le Kharidjisme disparut, « *il fallut un autre principe, et ce fut la race qui servit d'aimant* » (p. 102) « *Ibn Khaldoun, oriental de naissance... se dresse en plein Moyen Age musulman comme un rationaliste, un occidental* » (p. 116), et mieux encore : « *La science historique n'en reste pas moins une discipline contraire à l'essence du génie oriental. Seul Ibn Khaldoun est un savant de signification universelle parce qu'il a su ne pas rester un oriental* » (p. 118). « *Cette lutte d'intérêts, de dogmes, de races ira en s'aggravant et c'est en fait l'essentiel de la Régence d'Alger. Elle ne cessera qu'avec l'entrée en lice de la France.... Une population composite (à Alger) y grouillait dans un déferlement de sexualité, de cruauté, de courtage et de ripailles* » (p. 130-131).

Marcel Peyrouton se met un masque d'historien mais l'agent colonial de répression qu'il fut, paraît à tout instant ; Secrétaire Général de l'Algérie en 1930, il commençait à avoir la main lourde ; Résident général en Tunisie en 1933-1935, la main devenait sanglante en lançant les « *forces de l'ordre* » contre les syndicalistes et les militants nationalistes (« *mesures de protection* » dit-il au passage dans son livre) ; fort de sa réputation de « *satrape* », c'est ainsi qu'il fut surnommé à l'époque (c'était alors lui l'« *oriental* »), il s'appropriait à mener la répression au Maroc en 1936 quand le Front populaire arrêta provisoirement le cours de ses exploits ; mais il revient à Tunis en 1940, puis en Algérie en 1943 comme éphémère gouverneur général. (1) La déformation professionnelle du policier dénature l'histoire ; l'ordre punique était déjà troublé par des agitateurs ; la domination romaine fut ruinée par des « *cabales* » et des « *coups montés* », par la diffusion de cette « *subversion sociale* » qu'est le christianisme ; les circoncellions sont des agitateurs qui, pour « *exalter des crimes de droit commun invoquaient une philosophie égalitaire-babouvisme avant la lettre-dangereuse hérésie* » (p. 37) Les Vandales sont une « *horde* » qui avance en « *une progression dévastatrice, pillant, incendiant, torturant, assassinant* ». Les Arabes ne valent pas mieux, l'on s'en doute, et les textes d'Ibn Khaldoun sur l'invasion hilalienne, autre « *coup monté* », sont remis à l'honneur. Les souverains chérifiens se succèdent alors « *qu'explorent les ambitions, les égoïsmes, les appétits... Rien n'est changé, rien ne changera* » (p. 110). Rien n'est changé en effet ; les travers de l'histoire coloniale du Centenaire sont encore accusés par les manies de ce défenseur de l'ordre.

Passons sur les erreurs, confusions, ignorances, contresens historiques qui se rencontrent au fil des pages dans les deux premières parties qui introduisent les chapitres d'images d'Epinal consacrés à la France au Maghreb, longue « *geste qui a duré 134 ans* ». La prise d'Alger est un juste chatiment des corsaires ; la Casbah n'a pas été pillée par l'armée française mais par « *des nègres, des maures et des juifs* ». Savary, brute policière qui sévit à Alger et massacra dans la Mitidja est reconnu comme un maître de « *politique indigène* ». La lutte d'Abd-el-kader est une opposition de race (p. 178). Heureusement, le Père Bugeaud vint défaire ce parjure qui ne pensait qu'à violer les traités (et a fait assassiner les prisonniers de Sidi Brahim) ; Marcel Peyrouton n'a même pas lu le général Azan qu'il invoque). La colonisation serait facile si ne se levaient de temps à autre des « *agitateurs* », des « *meneurs* » encouragés par la presse métropolitaine qui déverse des « *insanités* ».

(1) Marcel Peyrouton s'installe au Maroc à titre privé en 1950. De 1950 à 1952 il dirige la « Société marocaine de presse quotidienne et périodique » qui édite le journal *Maroc-Presse* avant de devenir avec Lemaigre-Dubreuil qui sera assassiné par une organisation d'extrême droite, l'organe des « Français libéraux ». *Maroc-Presse* fut d'abord, avec M. Peyrouton, un journal colonialiste d'une rare violence et grossièreté à l'égard des communistes et des nationalistes.

L'auteur répète la plus vulgaire des versions coloniales d'histoire maghrébine, celle qui est inspirée par les préjugés des Européens d'Afrique du Nord ; il suffit de lire les lignes qui évoquent l'insurrection de 1871 et ses suites. Il oublie ce qu'il veut ou esquive : l'antisémitisme des Français d'Afrique du Nord n'apparaît jamais par exemple ; « *le régime de l'indigénat, d'application toujours exceptionnelle, finit par disparaître* » (p. 199). Enfin, la présentation des faits devient falsification générale dès qu'il est question des mouvements nationaux. Ce ne sont que « *troubles fomentés* », le plus souvent par l'étranger. En 1937 en Tunisie, la répression des grèves fut sanglante car « *la troupe dût faire usage de ses armes pour se défendre* » (sic, p. 212). « *La xénophobie d'essence religieuse et raciale fut toujours un élément fondamental de la psychologie arabe* » (p. 243). Les manifestations se réduisent à des pillages de boulangeries ; les Algériens n'existent que sous l'appellation de « *coreligionnaires* », les meneurs sont mus « *par un mélange d'obstination et de duplicité... les masses étant indifférentes à toute propagande, calmes en apparence, mais éventuellement disponibles si des agitateurs réveillaient leur fanatisme ou leur révélaient leur misère* » (p. 271). Les massacres du Constantinois en mai 1945, si lourds pour les Algériens, sont ainsi traités : « *C'est une suite ininterrompue d'assassinats, de pillages. Il faudra douze jours aux forces de l'ordre accourues pour réduire les bandes fanatisées. On comptera des milliers de morts de part et d'autre* » (p. 274).

Le plus grave demeure que cette falsification est intentionnelle ; Marcel Peyrouton, tout comme son similaire le préfet de police Papon qui vient de publier un nouveau *Discours de la méthode*, joue au penseur. Il se réfère d'abord à la vieille France féodale et célèbre ainsi Bourmont, maréchal de la conquête, malgré ses trahisons, Lyautey comme conservateur et le général Weygand comme dernier sauveur de la France coloniale en Afrique du Nord (un chapitre entier à sa gloire douteuse). Toutefois, curieusement, Marcel Peyrouton qui fut cependant ministre de Pétain (Secrétaire d'Etat à l'intérieur de 1940 à 1942, il néglige de l'avouer), oublie de parler de ce qui s'est réellement passé en Afrique du Nord de 1940 à novembre 1942 et dans les mois qui suivent. Superbement, il déclare en conclusion : « *l'accès de tous les pays de l'Islam à l'indépendance illustre le vieux mythe de l'homme à la recherche de son ombre* » Malheureusement ces pays du Maghreb sont menacés aujourd'hui par les moscovites et les chinois. « *L'Algérie qui depuis un siècle avait été une province de France devint une république démocratique populaire, islamique, docile aux impulsions du Caire, de Moscou, de Pékin, de plus en plus orientée vers un national socialisme racial et confessionnel* ». Ce qui manque selon l'auteur, à ces pays « *orientaux* », c'est le sens de l'Etat ; vient alors une tirade sur la fonction publique comme gardienne de l'ordre (p. 180). « *L'occident n'est pas l'ennemi historique de l'Islam* ». Puisse l'anticommunisme, c'est le vœu de l'occidental gouverneur général Peyrouton, sauver les pays maghrébins de la malédiction d'être orientaux.

Cette critique fait trop d'honneur à cet ouvrage ; c'est qu'elle veut être une mise en garde. Des publications et des enseignements véhi-

culent encore les partis pris coloniaux, les préjugés réactionnaires et racistes ; les auteurs les plus habiles dissimulent leurs conceptions sous des balancements entre l'Orient et l'Occident, des exercices de psychologie des personnages historiques, des démonstrations naïves de la grandeur et la chute des empires en fonction de la moralité ou de l'immoralité, des bienfaits des hommes d'ordre et des méfaits des agitateurs. Cette présentation policière, histoire d'extrême droite, a toujours cours comme le livre de Marcel Peyrouton le prouve.

René GALLISSOT.

David C. GORDON. The Passing of French Algeria

London, New York, Oxford University Press, 1966,

265 p. bibliographie, index

Un livre vient de paraître récemment en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord, qui semble intéressant à plus d'un titre. Il s'agit d'une étude, dont l'auteur est américain, professeur à l'Université américaine de Beyrouth où il enseigne l'histoire. On connaît déjà l'intérêt porté par David Gordon au Maghreb, depuis un petit ouvrage, publié en 1962 et intitulé « *North Africa's French legacy : 1954-1962.* ».

Dans *The Passing of French Algeria*, David GORDON, cette fois, analyse « le drame des relations entre l'Algérie musulmane et la France de 1930 jusqu'aux premières années de l'indépendance ». Ce qu'il cherche à établir n'est pas tant le développement historique de ces rapports que « la manière dont l'Algérie s'est battue pour affirmer sa personnalité et dont la France en est venue à l'accepter puis à la reconnaître » (Introduction, page 2). Aussi, nous conduit-il, à travers dix chapitres, du centenaire de l'Algérie française au troisième anniversaire de l'indépendance, de l'assimilation à la libération en passant par la révolution, tout en définissant les fondements de cette transformation : naissance et développement du sentiment national, caractère du phénomène révolutionnaire, affirmation du nouvel Etat. Il esquisse, en guise de conclusion, une explication de ce paradoxe apparent qui veut que sept ans de guerre n'aient pu venir à bout d'une entente entre deux peuples, puis entre deux puissances. Pour l'auteur, il n'y avait de solution que librement discutée et acceptée ; toute tentative à sens unique, émanant de la seule puissance coloniale, ne pouvait aboutir qu'à un échec.

I — L'étude de ce processus de décolonisation original peut se diviser grossièrement en trois parties. Dans la première, essentiellement historique, David GORDON rappelle les péripéties des relations franco-algériennes, depuis la conquête en général et depuis 1930 en particulier. Il envisage les différentes solutions proposées par la France pour donner à l'Algérie un statut satisfaisant du seul point de vue français - et leurs échecs successifs. Ces échecs, qui devaient aboutir à une révolte armée, lui semblent dûs à trois sortes de causes :